L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

ABONNEMENT :
Un an ..... $10 (payable d'avance
Six mois ..... $5 (payable d'avance

PAR DUBLITT, MAGNAN & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 22 AVRIL 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

ELECTIONS DE NEW-YORK. — Le résultat de ces élections a trompé les espérances du Whig, et il a dépassé de bien loin l'attente des locofocos les plus exaltés. La ville de New-York a été emportée par nos adversaires, qui ont obtenu une majorité sans exemple jusqu'à ce jour. Le nombre des votes a été beaucoup plus considérable que dans les années précédentes, et la majorité du candidat locofoco à la mairie a été de près de cinq mille voix. Les deux branches du conseil municipal sont locofocos. Les journaux whigs se plaignent hautement des fraudes commises par leurs adversaires, et voici ce que dit à ce sujet la *Tribune* :

"Le énorme majorité obtenue par nos adversaires, leur a été assurée par les moyens les plus honteux. Colonisation, double vote, violence systématique, telles sont les armes à l'aide desquelles les whigs ont été vaincus. Jamais tant d'abus, jamais tant de fraudes, nous le croyons, n'ont signalé une élection. Le sixième district a été emporté contre nous par la vertu de cinq cents *Germaniens*, qui ont trouvé pour le moins trois cents whigs à distance des polls. Des bandes organisées de locofocos allaient de district en district, votant trois, quatre et cinq fois pour une. Nous sommes convaincus que l'examen officiel des votes prouvera l'existence de plus de 2,000 votes frauduleux qui ont accordé à Morris et au ticket locofoco."

Le fait est, ajoute la Tribune, que dans une cité comme la nôtre, avec ses trois cent mille habitans, ses quarante mille électeurs, ses dix mille jeunes gens qui ne sont point électeurs et ses soixante-treize polls, une élection dans registres électoraux sera toujours un jeu de hasard où triompheront les moins scrupuleux. Cinq cents hommes sans conscience, habilement dirigés, suffiront toujours en tout temps à donner la majorité au parti qui leur conviendra.

ALBANY. — Cette ville qui, aux dernières élections, avait élu un maire locofoco, vient de donner l'avantage aux whigs dans les nouvelles élections municipales. FERNAND HUGUENOT, candidat whig, a obtenu une majorité de plus de 250 voix ; et le conseil municipal est composé en majorité de whigs.

BROOKLYN. — Cette ville a élu un maire locofoco et un conseil whig. L'un dernier le conseil était comme la mairie, locofoco. Il y a bénéfice.

OPERA ITALIEN. — Ce soir l'opera de GEMMA DI VERGI, l'une des œuvres les plus récentes de DONIZETTI. On dit grand bien de la musique et pas trop de mal de ceux qui nous la feront entendre.

MEXIQUE.

La corvette des Etats-Unis Vincennes, a ramené à Pensacola quelques uns des prisonniers de San Antonio, auxquels Santa Anna a accordé leur liberté. L'un de ces prisonniers, M. Maverick, est arrivé hier dans notre ville. Nous devons à son obligeance des détails sur le sort des prisonniers Texiens.

Les généraux Fisher et Green, ainsi que d'autres prisonniers, 18 personnes en tout, sont arrivés à Perote où ils sont tenus aux fers. On assurait à Mexico que M. Elliot, Consul d'Angleterre au Texas, avait écrit à Santa Anna une lettre dans laquelle se trouvait une étrange requête adressée par le président du Texas au dictateur Mexicain. " Houston priait Santa Anna de se montrer généreux envers les prisonniers, et déclarait qu'il intervenait en leur faveur, bien qu'ils eussent agi contrairement à ses ordres en traversant le Rio Grande." Si ce fait est positif, Houston mérite la plus éclatante réprobation. Par cette réclamation au gouvernement mexicain se livrer-t-il par ses meilleurs concitoyens pour des bandits sans foi ni loi qui ne méritent ni pitié, ni merci. Il n'y aurait pas d'épithète assez énergique pour flétrir une pareille conduite.

Le Dr. Becker, le Dr. Brenshaw et Fitzgerald ont succombés à leurs blessures. Le ministre anglais à Mexico, a procuré la liberté aux deux frères Riddels et au capt. O'Phelan, ainsi de Fitzgerald, avec lequel il avait combattu en Espagne.

George Crittenden était attendu à Tampico, où l'on avait reçu l'ordre de sa mise en liberté ; mais il a été gracié à Mexico et c'est là qu'il sera délivré.

Un courrier extraordinaire est arrivé à Vera Cruz le 8 courant et a été immédiatement expédié pour Campêche. On suppose que sa mission a été provoquée par la nouvelle du prochain départ du commodore Stigart pour ces parages.

On pensait que Gohjohnson, Bradley, Patterson, Van Ness et Trubatt seraient relachés.

On assurait à Tampico que l'ordre de décimer les prisonniers après l'affaire de Salado, avait été donné à exécution et que sur 105, seize avaient été désignés par le sort et fusillés.

Santa Anna était malade de la fièvre le 1er. courant. A Mexico, on recevait à chaque instant des recrues pour renforcer l'armée. Ces recrues étaient réunies par couples et mises aussitôt leur arrivée, sous la direction d'un officier instructeur. On assurait que Santa Anna comptenait l'impossibilité de soumettre les Yucatèques par les armes, avait résolu de les réduire par la famine, en envoyant le plus grand nombre possible de soldats vivre sur le pays ; on croyait qu'il enverrait pour le moins trente-cinq mille de ces *sauterelles* dans la malheureuse province.

Navarro, l'un des commissaires attachés à l'expédition de Santa Fe, était encore en prison à Mexico ; mais en bonne disposition morale et physique.

La tentative des prisonniers de Mier pour s'échapper après avoir déjeûné leur escorte était en général connue, et on avait eu acte de folie. Au moment de leur révolte ils se trouvaient en pays ennemi ; ils ne connaissaient aucunement leur route, et supposé même qu'ils n'eussent eu à craindre la rencontre d'aucun ennemi, il leur eut été presque impossible d'échapper.

CHINE.

Le navire *Delta*, arrivé à New York le 19 courant, a apporté des nouvelles directes de Canton qui vont jusqu'au 17 décembre. Ces nouvelles sont fort importantes : une émeute de la nature la plus grave est venue protester contre la présence des Anglais dans le céleste empire, la populace chinoise est animée des dispositions les plus hostiles, et les excès auxquels elle s'est portée, ne sont probablement que le préludes d'hostilités plus sérieuses.

L'émeute a éclaté le 7 décembre. Depuis longtemps il se révélait, au sein de la population, des symptômes menaçans qui avaient jeté l'alarme parmi les étrangers résidant à Canton ; mais on était loin de penser que l'explosion serait aussi prochaine et aussi violente. Cette explosion a été provoquée, à ce qu'il paraît, par l'apparition de quelques dames anglaises dans les rues de Canton ; ces dames, à en juger par quelques correspondances, montrèrent une curiosité qui effaroucha singulièrement les susceptibilités chinoises. Voici les détails que nous trouvons à ce sujet dans une lettre particulière publiée par un journal de New York :

" Le gouverneur de Mme. Parker à Canton a produit une vive fermentation de curiosité. Elle a d'abord pris grand soin de ne pas s'exposer aux regards publics plus qu'il n'était absolument nécessaire. Son sortait se bornaient à une petite promenade, le soir, dans le quartier américain. Plusieurs négocians, cependant, qui connaissent le peuple de cette ville, trouvèrent bon cependant le séjour de Mme. Parker. Mais bientôt arrivé Mme. Isaacson, la femme d'un capitaine anglais, et les deux dames, dans l'autre hémisphère, poussèrent dans leur équipage un tel coupage qu'elles se décidèrent non seulement à demeurer dans la ville, mais même à entreprendre les excursions les plus éloignées pour satisfaire la curiosité qu'elles éprouvaient d'étaler les magots de ce peuple auquel elles, de contempler les merveilles de cette grande cité. Leurs premières courses ne firent sans accident, et elles en demandèrent, par correspondance, des récits si surprenans à quelques amens que, plus timides, elles-mêmes n'en fesaient pas foi. Mais vaincu par l'attrait de leurs compagnes. Leur audace augmentait avec leur nombre, elles s'échappèrent des chaises à porteurs qui leur servaient de prisons ambulantes, pour aller parcourir à pied les rues et les places publiques. C'en était trop ; l'étonnement de la populace succédèrent bientôt un mécontentement, une irritation dont les symptômes éprouvèrent chaque jour plus menaçans. Le 6 décembre, Mmes. Parker et Isaacson ayant traversé la rivière, en compagnie de plusieurs messieurs, pour aller visiter un temple, dans l'île de Honam, une foule nombreuse se porta à l'endroit du débarquement et manifesta des dispositions si malveillantes, que les promeneurs et leurs chevaliers jugèrent prudent, après bon, de battre en retraite, ce qu'ils firent en ne s'éloignant précipitamment dans leurs canots qui échèrent à force de rames aux coups de pierres.

Cet incident était loin cependant de faire présager la grande émeute de la journée du 7 décembre. Dans la matinée de ce jour un rassemblement considérable se porta vers le quartier américain, quelques matelots Lascars, arrêtés par l'ivresse, se querellaient avec les Chinois. Les deux dames, curieuses sans doute d'assister à une de ces orgies populaires, s'arrêtèrent avec complaisance au milieu de la place publique. Leur audace n'eut heureusement pas pour elles ce qu'on nomment de fâcheux résultats ; mais leur présence irrita porter l'irritation au plus haut dégré ; et dans la journée le rassemblement se transforma en émeute. Vers quatre heures, la foule se porta vers le jardin de la compagnie des Marchands Hong et chercha à en renverser la clôture. A six heures, elle réussit à envahir le jardin et se précipita vers les factoreries anglaises. Le premier qui fut découvert en y arrivant fut de mettre le feu au drapeau anglais qui flottait sur l'un des bâtimens ; puis ils se jetèrent avec fureur dans les immenses magasins de la compagnie anglaise, les pillèrent, puis y mirent le feu. L'incendie se communiqua avec une assez grande rapidité, et la populace dont le nombre augmentait à chaque instant, poussait des cris furieux : *Mort aux Anglais! Mort aux démons étrangers!* Les anglais coururent les plus grands dangers pour leur vie, et ces dangers menaçaient presque également les autres étrangers. La plupart d'entre eux cependant réussirent à échapper aux mains de la foule par les secours qu'ils reçurent de Chinois amis et de quelques mandarins. Quant aux dames qui avaient été les premières héroïnes de ce drame effrayant, elles avaient trouvé asile avec leurs maris et quelques amis dans la maison d'un négociant chinois très influent, qui leur avait ensuite donné les moyens de se rendre à Wampoa.

Pendant la nuit quelques mandarins se portèrent sur le lieu du désastre, mais avec des forces insuffisantes qui furent bientôt dispersées. Ils firent aussi avancer des pompes ; mais ils n'essayèrent pas même de les faire manœuvrer, et on les entendit déclarer qu'ils ne chercheraient à arrêter l'incendie que dans le cas où il se propagerait en dehors du cercle des factoreries anglaises.

Les factoreries américaines furent sur le point d'être atteintes par l'incendie ; mais heureusement le vent tourna, et elles n'eurent plus aucun danger à courir. Il n'en était pas de même des Américains qui s'y trouvaient enfermés ; ils passèrent une nuit dans les transes, au milieu des reflets de l'incendie et des clameurs furieuses de la populace. En vain les mandarins avaient-ils cherché à calmer l'émeute ; elle avait continué toute la nuit et elle reprit avec quelque vivacité dans la matinée du 8. Heureusement pour les Américains enfermés dans les factoreries, quelques braves marins armés jusqu'aux dents vinrent les délivrer et les entraînèrent à travers la foule menaçante jusqu'aux embarcations qu'ils avaient sur le fleuve.

L'émeute finit cependant par se calmer dans la journée du 8, et lorsque les autorités chinoises parurent pour la troisième fois, elles réussirent enfin à dissiper la multitude, qui d'ailleurs avait à peu près accompli son œuvre de destruction et de pillage. Tout rentra dans le calme.

Dans la matinée du 9, le navire à vapeur anglais *Proserpine* amena sir Hug Gough, qui sut une entrevue avec les autorités chinoises. Ces dernières protestèrent de la douleur qu'elles éprouvaient des désordres qui avaient eu lieu, et donnèrent l'assurance qu'il serait immédiatement fait droit à toutes les justes demandes d'indemnités qui seraient adressées en faveur des victimes de l'émeute, dont les auteurs seraient d'ailleurs sévèrement punis. Sir H. Gough adressa immédiatement une dépêche à sir Henry Pottinger, qui se trouvait à Hong-Kong ; mais le messager anglais fut arrêté par les croiseurs chinois et forcé de rebrousser chemin en laissant sa dépêche au pouvoir de ceux-ci. Aux dernières dates, les Anglais de Canton étaient encore sans nouvelles du quartier-général. On ne savait par quelles mesures prendre sir Henry Pottinger, mais on pensait que les hostilités pourraient bien recommencer.

Le *Canton Press*, à propos des événemens dont nous venons de donner une esquisse, publie des détails et des observations qui feront apprécier la situation des choses :

" Le fait que le feu a été mis d'abord au drapeau anglais qui était devant la compagnie anglaise, et, en outre fait, que la populace a veillé à ce que le feu ne s'étendit pas au delà des factoreries britanniques, prouvent que la rage populaire était uniquement dirigée contre les Anglais et leurs propriétés, et il est heureux que le tems ait été si beau et si calme, car s'il y avait eu le moindre vent, on ne peut douter que Pinqueddie, qui n'a détruit que trois factoreries, aurait détruit les dix autres, et causé des désastres plus énormes. . . . La perte la plus sensible a été celle d'environ 250,000 piastres d'espèces jalées par la populace. On sait que quelques dames anglaises ont été jetées sur le champ, et que leurs têtes ont été exposées comme un trophée. Mais comme une coïncidence bizarre, il se trouve que le nombre des têtes exposées est le même que celui des cinq Chinois trouvés tués devant les factoreries, on suppose que les têtes de ces cinq cadavres sont les mêmes que celles exposées par la populace, et ce sont, on ne saurait pas mal songer, par l'exécution de la populace était si grande et le pouvoir des autorités si faible, qu'elles ne se seraient point hasardées à faire un acte de justice aussi énergique. . . Le veille, un bateau fut volé par huit ou dix Chinois, qui furent vus sir Henri Pottinger qui se trouvait à Hong-Kong ; mais, chose singulière, les croiseurs chinois ne les laissèrent point descendre à terre, et le mandarin, auquel la dépêche avait été confiée avec promesse de 40 piastres s'il la remettait fidèlement, ne l'a pas remise, revint à Canton un ou deux jours après, et déclara que sa lettre avait été saisie par les Mandarins...

Un ne saurait douter, continue le même journal, qu'il n'existe dans le peuple une rancune profonde de la victoire des Anglais, et qu'il n'y ait pas eu de fait des Chinois à la vénalité et à l'incapacité de leurs officiers, ce qui n'est pas sans justesse. Nous ne pouvons qu'avec peine en rien après la sévère leçon qui leur a été donnée, que le gouvernement impérial et les ministres d'état désirent plonger de nouveau leur pays dans les horreurs de la guerre en violant le dernier traité. Cependant, les nouvelles reçues de Canton, démontrent presque que les premières protestations pacifiques du gouvernement de Pékin ont été suivies d'une levée d'armes ; l'ordre de nommer de échange de mâtes qui ont lieu entre le commissaire impérial Keshen et le capitaine Elliot, et que, depuis le départ de nos forces du territoire septentrional, la cour chinoise peut se flatter qu'une seconde lutte lui resterait moins que la première. Une circonstance, qui autorise à supposer que le gouvernement chinois n'a pas l'intention de remplir avec bonne foi les conditions du traité, c'est la nouvelle que Keipoo, le commissaire impérial, attendu à Canton pour terminer certaine arrangements de détail, ne saurait lui-même de revenir sur ce pas, lorsqu'il n'était plus qu'à quelques journées de Canton. Si ce fait se confirme, il est probable qu'une nouvelle campagne deviendra nécessaire."

DROIT DE VISITE.

Dans les dernières discussions que le droit de visite a soulevées dans les chambres françaises et dans le Parlement anglais, deux discours, entre autres, ont produit une vive sensation à cause de la position des orateurs : celui de M. Dupin et celui de Lord Brougham. Ce dernier n'était guères qu'une réfutation du premier, et voici comment un journal français l'apprécie. Cette appréciation est surtout intéressante pour nous parce qu'elle montre comment la presse française se juge la position que l'Union a prise dans le traité de Washington.

Lord Brougham et M. Dupin.

La discours de Lord Brougham, dit le Constitutionnel a le mérite d'être juste ; il n'en pouvait être autrement, puisque une honorable amitié unit ces deux hommes d'état, tous deux orateurs parlementaires, jurisconsultes, magistrats, et membres de notre institut scientifique.

A la lecture du discours de lord Brougham, on est surpris d'une chose, c'est qu'au lieu de refuter point à point le discours de M. Dupin, et surtout de s'attacher à la partie où il pulvérisait complète franco aspose avec tant de force et de modération, non pas les traités de 1831 et 1833 ; au lieu de parler du dernier traité consenti entre l'Angleterre et les Etats-Unis, l'orateur anglais concentre tous ses efforts sur un ancien traité projeté en 1824 entre ces deux puissances.

Suivant lord Brougham, la proposition de ce traité consacrant le droit de visite réciproque, serait venue des Etats-Unis, les deux chambres américaines y avaient consenti. "L'Angleterre accepta ce traité le 7 mars 1824, et le renvoya en Amérique pour la ratification.

Mais qu'arriva-t-il ? Ce traité, au lieu d'être ratifié purement et simplement, ne fut ratifié qu'avec une *modification*, c'est-à-dire qu'il ne fut pas ratifié ; car une ratification impliquée une approbation. Russie qui conclut un traité, et non une modification, c'est-à-dire une proposition nouvelle qui remet tout en question.

Or, quelle était cette modification ? Elle était très grave, en effet, puisqu'elle excluait du traité l'*Amérique* avec laquelle on traitait. Ce traité, s'il eut été accepté en cet état par l'Angleterre, eut donc été une pure illusion ; il eût signifié ceci : *Traité avec l'Amérique qui exclut l'Amérique des termes du traité.*

Aussi le ministère anglais, loin de voir là une ratification, n'y vit que l'équivalent d'un refus d'adhérer à ce qui avait été proposé antérieurement ; et il refusa à son tour d'adhérer à la modification.

Expliquons maintenant lord Brougham : " l'Amérique, dit-il, fut, en conséquence exclue du traité, et lorsqu'elle nous fut renvoyé à acceptation, notre ministre des affaires étrangères refusa même d'entreprendre de la prendre *sous la modification*. . . Sans ce *malheureux* refus de notre ministre, un traité plus fort sur le droit de recherche aurait existé depuis dix-neuf ans entre les deux pays."

Ce major politique, posé par lord Brougham, est bien propre à nous éclairer sur la question ; ces deux mots *malheureux, malheureusement*, répétés si près l'un de l'autre, s'opposent le regret amer qu'on n'ait pas accepté le traité quoique rendu illusoire par la modification. Eh ! pourquoi ? parce que l'Angleterre s'y croyait par là vis-à-vis de l'Amérique, le principe du droit de recherche, au moins par abstraction, sauf à en régler plus tard un jour utile.

Quoi qu'il en soit, ce traité, si imprudemment rejeté, aurait, il est resté sans effet ; et cela, par le refus du sénat de l'accepter tel qu'il était, et par conséquent de le ratifier ; et aussi par le malheureux retour qu'a fait naître le discours de lord Brougham.

Or, qu'a dit M. Dupin ? Nous ne citerons actuellement le passage de son discours, recueilli par le Moniteur : " . . . Le traité avait été signé ; mais le droit de ratification restait : Eh bien ! le sénat n'a pas voulu ratifier, par je suppose, ratifier un traité dont deux articles, quant on rejette l'article 2, on va rejeter du premier le mot *Amérique*. Ainsi les Anglais ne s'y sont pas trompés, ils ont stipulé sans le traité tout entier."

La conclusion est donc la même chez les deux orateurs, et M. Dupin pouvait dire à lord Brougham comme il a dit à M. d'Haussonville : " Attends-toi ! Si nous ne sommes pas d'accord sur le commencement, nous serons sans doute mettre d'accord sur la fin ; c'est l'espérance ! "

Il en sera effet l'exemple est que le traité projeté en 1824, a avorté, et n'a pas reçu son complément.

Nous pourrions nous arrêter ici, car lord Brougham est désormais réfuté ; mais nous irons un pas plus loin, et nous demanderons à notre tour pourquoi lord Brougham n'a pas dit un mot de cette résolution de la chambre des représentans des Etats-Unis, qui, pour couper court à toutes nouvelles tentatives, adopta la motion de M. Forsyth, en ces termes : " Il serait hautement impolitique (highly inexpedient) de la part du gouvernement des Etats-Unis d'accéder au droit de visite, sous une *forme quelconque*."

Voilà la résolution finale des Américains ; voilà leur droit public sur la question. On peut juger à présent si lord Brougham a été autorisé à conclure d'une vérité triomphante comme il l'a fait : " Depuis que nous n'entendrons plus les Français se retrancher derrière l'exemple de l'Amérique, et prétendre ne pouvoir pas ratifier le traité de 1841 sous le prétexte que les Etats-Unis ne sont toujours prononcés contre l'admission du droit de recherche ! "

Si, Mylord, vous l'entendrez encore : car ce que demande le paragraphe de l'adresse, c'est l'équivalent du dernier traité anéantissant ; *c'est le droit pour chaque puissance de faire elle-même la police de ses propres bâtimens.*

MARTINIQUE. — Il a été reçu à Boston des nouvelles de Martinique du 3 février. La veille, un décret législatif avait confirmé au président Rivera les pleins pouvoirs de dictateur. Celui-ci avait immédiatement réorganisé son cabinet. Rivera devait aller en personne à la tête de l'armée, laissant un général Pas le commandement de la capitale. Un corps de 5,000 hommes se cavalerie n'était parti ou devant de l'armée franco-espagnole qui s'était plus qu'à quelques lieues de Montevideo. Un autre corps de 3,000 hommes avait pris une autre direction pour aller attaquer l'ennemi sur ses derrières. Partout sur leur passage les cavaliseurs contraignaient les habitans, même ceux d'origine étrangère, à porter les couleurs de Buénos-Ayres comme marque de leur dépendance.

Dans la matinée de 2 février, le brick de guerre buenos-ayrien *San Martin*, se jeta sur des rochers en vue de Montévideo. Les navires étrangers qui se trouvaient en rade lui envoyèrent des embarcations, et s'empressèrent à sauver l'équipage ; mais il leur fallut essuyer le feu de la goélette Rivadavia et du *San Martin*. On pensait que le *San Martin* serait complètement perdu.

BOSTON. — M. Peabody, éditeur de l'*Evening Bulletin* de Boston, ayant publié sous le titre de "*Mariage dans la haute acidité*," un article supposé emprunté au *Charivari* de Londres, mais dans lequel le colonel Winchester crut reconnaître des allusions à un mariage tout récent que lui-même avait fait dans la haute société, en est allé trouver lui-même M. Peabody pour lui demander des excuses écrites et le nom de l'auteur de l'article. M. Peabody ayant rejeté l'une et l'autre de ses sommations, le colonel Winchester lui appliqua une volée de coups de canne ou de cravache. Le public de Boston paraît avoir approuver ce genre de réplique sommaire.

Encore une séduction. — Miss Lucie Endicott, de Williamsville, comté d'Erie, ayant eu le malheur de croire aux promesses de mariage d'un lovelace nommé Benjamin Searfy, qui refusa de tenir sa parole après avoir obtenu de la pauvrette tout ce qu'elle pouvait lui donner, Miss Lucie, désespérée, a eu bravement recours aux tribunaux qui lui ont accordé $1000 pour la promesse de mariage non remplie et $4,000 pour sa vertu perdue. Cette vertu n'a-t-elle pas été estimée un peu cher par le tems qui court ?

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Le prix de la farine fraîche étant aujourd'hui de 63 75 (soixante) par baril, d'après le tarif les boulangers donneront 42 onces de pain pour dix cents, pendant la semaine qui commencera lundi 24 courant prochain. Les pains de seconde qualité, ou de trois pour dix cents, pèseront 25 pour cent en sus, sont ainsi qu'il suit :

Nouvelle Orléans, le 21 avril 1843.

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS,

Vendredi soir, 21 Avril 1843

Depuis notre dernière revue, il s'est fait considérablement d'affaires dans divers articles, comme on pourra le voir plus loin. Comme nous l'avons déjà dit, la mission des opérations en coton suffrepeu d'attention, mais on s'attend à ce qu'elle ne tarde pas à prendre de l'activité.

Suivant lord Brougham, la proposition de ce traité consacrant le droit de visite réciproque, serait venue des Etats-Unis, les deux chambres américaines y avaient consenti. "L'Angleterre accepta ce traité le 7 mars 1824, et le renvoya en Amérique pour la ratification.

Mais qu'arriva-t-il ? Ce traité, au lieu d'être ratifié purement et simplement, ne fut ratifié qu'avec une *modification*, c'est-à-dire qu'il ne fut pas ratifié ; car une ratification impliquée une approbation. Russie qui conclut un traité, et non une modification, c'est-à-dire une proposition nouvelle qui remet tout en question.

Or, quelle était cette modification ? Elle était très grave, en effet, puisqu'elle excluait du traité l'*Amérique* avec laquelle on traitait. Ce traité, s'il eut été accepté en cet état par l'Angleterre, eut donc été une pure illusion ; il eût signifié ceci : *Traité avec l'Amérique qui exclut l'Amérique des termes du traité.*

Aussi le ministère anglais, loin de voir là une ratification, n'y vit que l'équivalent d'un refus d'adhérer à ce qui avait été proposé antérieurement ; et il refusa à son tour d'adhérer à la modification.

Expliquons maintenant lord Brougham : " l'Amérique, dit-il, fut, en conséquence exclue du traité, et lorsqu'il nous fut renvoyé à acceptation, notre ministre des affaires étrangères refusa même d'entreprendre de la prendre *sous la modification*. . . Sans ce *malheureux* refus de notre ministre, un traité plus fort sur le droit de recherche aurait existé depuis dix-neuf ans entre les deux pays."

Ce major politique, posé par lord Brougham, est bien propre à nous éclairer sur la question ; ces deux mots *malheureux, malheureusement*, répétés si près l'un de l'autre, s'opposent le regret amer qu'on n'ait pas accepté le traité quoique rendu illusoire par la modification. Eh ! pourquoi ? parce que l'Angleterre s'y croyait par là vis-à-vis de l'Amérique, le principe du droit de recherche, au moins par abstraction, sauf à en régler plus tard un jour utile.

Quoi qu'il en soit, ce traité, si imprudemment rejeté, avorta ; il est resté sans effet ; et cela, par le refus du sénat de l'accepter tel qu'il était, et par conséquent de le ratifier ; et aussi par le malheureux retour qu'a fait naître le discours de lord Brougham.

La conclusion est donc la même chez les deux orateurs, et M. Dupin pouvait dire à lord Brougham comme il a dit à M. d'Haussonville : " Attends-toi ! Si nous ne sommes pas d'accord sur le commencement, nous serons sans doute mettre d'accord sur la fin ; c'est l'espérance ! "

Il en sera effet l'exemple est que le traité projeté en 1824, a avorté, et n'a pas reçu son complément.

Nous pourrions nous arrêter ici, car lord Brougham est désormais réfuté ; mais nous irons un pas plus loin, et nous demanderons à notre tour pourquoi lord Brougham n'a pas dit un mot de cette résolution de la chambre des représentans des Etats-Unis, qui, pour couper court à toutes nouvelles tentatives, adopta la motion de M. Forsyth, en ces termes : " Il serait hautement impolitique (highly inexpedient) de la part du gouvernement des Etats-Unis d'accéder au droit de visite, sous une *forme quelconque*."

QUINE.

Le navire *Delta*, arrivé à New York le 19 courant, a apporté des nouvelles directes de Canton qui vont jusqu'au 17 décembre. Ces nouvelles sont fort importantes : une émeute de la nature la plus grave est venue protester contre la présence des Anglais dans le céleste empire, la populace chinoise est animée des dispositions les plus hostiles, et les excès auxquels elle s'est portée, ne sont probablement que le prélude d'hostilités plus sérieuses.

L'émeute a éclaté le 7 décembre. Depuis longtemps il se révélait, au sein de la population, des symptômes menaçans qui avaient jeté l'alarme parmi les étrangers résidant à Canton ; mais on était loin de penser que l'explosion serait aussi prochaine et aussi violente. Cette explosion a été provoquée, à ce qu'il paraît, par l'apparition de quelques dames anglaises dans les rues de Canton ; ces dames, à en juger par quelques correspondances, montrèrent une curiosité qui effaroucha singulièrement les susceptibilités chinoises. Voici les détails que nous trouvons à ce sujet dans une lettre particulière publiée par un journal de New York :

" Le gouverneur de Mme. Parker à Canton a produit une vive fermentation de curiosité. Elle a d'abord pris grand soin de ne pas s'exposer aux regards publics plus qu'il n'était absolument nécessaire. Ses sortie se bornaient à une petite promenade, le soir, dans le quartier américain. Plusieurs négocians, cependant, qui connaissent le peuple de cette ville, trouvèrent bon cependant le séjour de Mme. Parker. Mais bientôt arrivé Mme. Isaacson, la femme d'un capitaine anglais, et les deux dames, dans l'autre hémisphère, poussèrent dans leur équipage un tel coupage qu'elles se décidèrent non seulement à demeurer dans la ville, mais même à entreprendre les excursions les plus éloignées pour satisfaire la curiosité qu'elles éprouvaient d'étaler les magots de ce peuple auquel elles, de contempler les merveilles de cette grande cité. Leurs premières courses ne firent sans accident, et elles en demandèrent, par correspondance, des récits si surprenans à quelques amens que, plus timides, elles-mêmes n'en fesaient pas foi. Mais vaincu par l'attrait de leurs compagnes. Leur audace augmentait avec leur nombre, elles s'échappèrent des chaises à porteurs qui leur servaient de prisons ambulantes, pour aller parcourir à pied les rues et les places publiques. C'en était trop ; l'étonnement de la populace succédèrent bientôt un mécontentement, une irritation dont les symptômes éprouvèrent chaque jour plus menaçans. Le 6 décembre, Mmes. Parker et Isaacson ayant traversé la rivière, en compagnie de plusieurs messieurs, pour aller visiter un temple, dans l'île de Honam, une foule nombreuse se porta à l'endroit du débarquement et manifesta des dispositions si malveillantes, que les promeneurs et leurs chevaliers jugèrent prudent, après bon, de battre en retraite, ce qu'ils firent en ne s'éloignant précipitamment dans leurs canots qui échèrent à force de rames aux coups de pierres.

Cet incident était loin cependant de faire présager la grande émeute de la journée du 7 décembre. Dans la matinée de ce jour un rassemblement considérable se porta vers le quartier américain, quelques matelots Lascars, arrêtés par l'ivresse, se querellaient avec les Chinois. Les deux dames, curieuses sans doute d'assister à une de ces orgies populaires, s'arrêtèrent avec complaisance au milieu de la place publique. Leur audace n'eut heureusement pas pour elles ce qu'on nomment de fâcheux résultats ; mais leur présence irrita porter l'irritation au plus haut dégré ; et dans la journée le rassemblement se transforma en émeute. Vers quatre heures, la foule se porta vers le jardin de la compagnie des Marchands Hong et chercha à en renverser la clôture. A six heures, elle réussit à envahir le jardin et se précipita vers les factoreries anglaises. Le premier qui fut découvert en y arrivant fut de mettre le feu au drapeau anglais qui flottait sur l'un des bâtimens ; puis ils se jetèrent avec fureur dans les immenses magasins de la compagnie anglaise, les pillèrent, puis y mirent le feu. L'incendie se communiqua avec une assez grande rapidité, et la populace dont le nombre augmentait à chaque instant, poussait des cris furieux : *Mort aux Anglais! Mort aux démons étrangers!* Les anglais coururent les plus grands dangers pour leur vie, et ces dangers menaçaient presque également les autres étrangers. La plupart d'entre eux cependant réussirent à échapper aux mains de la foule par les secours qu'ils reçurent de Chinois amis et de quelques mandarins. Quant aux dames qui avaient été les premières héroïnes de ce drame effrayant, elles avaient trouvé asile avec leurs maris et quelques amis dans la maison d'un négociant chinois très influent, qui leur avait ensuite donné les moyens de se rendre à Wampoa.

Pendant la nuit quelques mandarins se portèrent sur le lieu du désastre, mais avec des forces insuffisantes qui furent bientôt dispersées. Ils firent aussi avancer des pompes ; mais ils n'essayèrent pas même de les faire manœuvrer, et on les entendit déclarer qu'ils ne chercheraient à arrêter l'incendie que dans le cas où il se propagerait en dehors du cercle des factoreries anglaises.

Les factoreries américaines furent sur le point d'être atteintes par l'incendie ; mais heureusement le vent tourna, et elles n'eurent plus aucun danger à courir. Il n'en était pas de même des Américains qui s'y trouvaient enfermés ; ils passèrent une nuit dans les transes, au milieu des reflets de l'incendie et des clameurs furieuses de la populace. En vain les mandarins avaient-ils cherché à calmer l'émeute ; elle avait continué toute la nuit et elle reprit avec quelque vivacité dans la matinée du 8. Heureusement pour les Américains enfermés dans les factoreries, quelques braves marins armés jusqu'aux dents vinrent les délivrer et les entraînèrent à travers la foule menaçante jusqu'aux embarcations qu'ils avaient sur le fleuve.

L'émeute finit cependant par se calmer dans la journée du 8, et lorsque les autorités chinoises parurent pour la troisième fois, elles réussirent enfin à dissiper la multitude, qui d'ailleurs avait à peu près accompli son œuvre de destruction et de pillage. Tout rentra dans le calme.

Dans la matinée du 9, le navire à vapeur anglais *Proserpine* amena sir Hug Gough, qui sut une entrevue avec les autorités chinoises. Ces dernières protestèrent de la douleur qu'elles éprouvaient des désordres qui avaient eu lieu, et donnèrent l'assurance qu'il serait immédiatement fait droit à toutes les justes demandes d'indemnités qui seraient adressées en faveur des victimes de l'émeute, dont les auteurs seraient d'ailleurs sévèrement punis. Sir H. Gough adressa immédiatement une dépêche à sir Henry Pottinger, qui se trouvait à Hong-Kong ; mais le messager anglais fut arrêté par les croiseurs chinois et forcé de rebrousser chemin en laissant sa dépêche au pouvoir de ceux-ci. Aux dernières dates, les Anglais de Canton étaient encore sans nouvelles du quartier-général. On ne savait par quelles mesures prendre sir Henry Pottinger, mais on pensait que les hostilités pourraient bien recommencer.

Le *Canton Press*, à propos des événemens dont nous venons de donner une esquisse, publie des détails et des observations qui feront apprécier la situation des choses :

" Le fait que le feu a été mis d'abord au drapeau anglais qui était devant la compagnie anglaise, et, en outre fait, que la populace a veillé à ce que le feu ne s'étendit pas au delà des factoreries britanniques, prouvent que la rage populaire était uniquement dirigée contre les Anglais et leurs propriétés, et il est heureux que le tems ait été si beau et si calme, car s'il y avait eu le moindre vent, on ne peut douter que Pinqueddie, qui n'a détruit que trois factoreries, aurait détruit les dix autres, et causé des désastres plus énormes. . . . La perte la plus sensible a été celle d'environ 250,000 piastres d'espèces jalées par la populace. On sait que quelques dames anglaises ont été jetées sur le champ, et que leurs têtes ont été exposées comme un trophée. Mais comme une coïncidence bizarre, il se trouve que le nombre des têtes exposées est le même que celui des cinq Chinois trouvés tués devant les factoreries, on suppose que les têtes de ces cinq cadavres sont les mêmes que celles exposées par la populace, et ce sont, on ne saurait pas mal songer, par l'exécution de la populace était si grande et le pouvoir des autorités si faible, qu'elles ne se seraient point hasardées à faire un acte de justice aussi énergique. . . Le veille, un bateau fut volé par huit ou dix Chinois, qui furent vus sir Henri Pottinger qui se trouvait à Hong-Kong ; mais, chose singulière, les croiseurs chinois ne les laissèrent point descendre à terre, et le mandarin, auquel la dépêche avait été confiée avec promesse de 40 piastres s'il la remettait fidèlement, ne l'a pas remise, revint à Canton un ou deux jours après, et déclara que sa lettre avait été saisie par les Mandarins...

Un ne saurait douter, continue le même journal, qu'il n'existe dans le peuple une rancune profonde de la victoire des Anglais, et qu'il n'y ait pas eu de fait des Chinois à la vénalité et à l'incapacité de leurs officiers, ce qui n'est pas sans justesse. Nous ne pouvons qu'avec peine en rien après la sévère leçon qui leur a été donnée, que le gouvernement impérial et les ministres d'état désirent plonger de nouveau leur pays dans les horreurs de la guerre en violant le dernier traité. Cependant, les nouvelles reçues de Canton, démontrent presque que les premières protestations pacifiques du gouvernement de Pékin ont été suivies d'une levée d'armes ; l'ordre de nommer de échange de mâtes qui ont lieu entre le commissaire impérial Keshen et le capitaine Elliot, et que, depuis le départ de nos forces du territoire septentrional, la cour chinoise peut se flatter qu'une seconde lutte lui resterait moins que la première. Une circonstance, qui autorise à supposer que le gouvernement chinois n'a pas l'intention de remplir avec bonne foi les conditions du traité, c'est la nouvelle que Keipoo, le commissaire impérial, attendu à Canton pour terminer certaine arrangements de détail, ne saurait lui-même de revenir sur ce pas, lorsqu'il n'était plus qu'à quelques journées de Canton. Si ce fait se confirme, il est probable qu'une nouvelle campagne deviendra nécessaire."

DROIT DE VISITE.

Dans les dernières discussions que le droit de visite a soulevées dans les chambres françaises et dans le Parlement anglais, deux discours, entre autres, ont produit une vive sensation à cause de la position des orateurs : celui de M. Dupin et celui de Lord Brougham.